

AG.RSBDH-RA

**Association Gestionnaire du
Réseau Santé Bucco-Dentaire & Handicap - Rhône-Alpes**

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège social : 95, boulevard Pinel, C.H. Le Vinatier, 69677 Bron cedex

Siren 480 629 336 – N° préfecture du Rhône 0691051030

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025



EXPERTISE COMPTABLE - COMMISSARIAT AUX COMPTES

SARL au capital de 100 000 € - Siret 962 503 462 000 62 - RCS Lyon
- Comexa - 74, cours Lafayette - 69003 Lyon -
www.comexa.fr - comexa@comexa.fr - 04 78 601 601

A l'assemblée générale de l'Association Gestionnaire du Réseau Santé Bucco-Dentaire & Handicap – Rhône-Alpes,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Gestionnaire du Réseau Santé Bucco-Dentaire & Handicap – Rhône-Alpes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association Gestionnaire du Réseau Santé Bucco-Dentaire & Handicap – Rhône-Alpes à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

- **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessous, nous attirons votre attention sur la note « Conséquences de la réforme du plan comptable » de l'annexe des comptes annuels concernant les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 sur les comptes annuels de l'association.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne le traitement des subventions reçues et l'évaluation des provisions pour risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport sur la gestion du conseil d'administration, sur la situation financière et morale de l'association et dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2025

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon

Le 2 juin 2026

Pour Comexa



Martin Eynard



Association SBDH

COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

JRA

Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Règlement ANC 2022-06					
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (I)				
	Frais d'établissement (II)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	32 524	16 582	15 941	24 740
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	469 886	298 751	171 135	104 433
	Autres immobilisations corporelles	584 904	305 242	279 662	46 144
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				60 000
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
TOTAL (III)		1 087 314	620 575	466 738	235 317
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières et autres approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	260		260	520
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	74 100		74 100	48 760
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	148 262		148 262	8 195
	Charges constatées d'avance	14 791		14 791	9 714
	Valeurs mobilières de placement	8 081		8 081	8 081
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	1 049 449		1 049 449	1 527 918
TOTAL (IV)		1 294 943		1 294 943	1 603 188
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission des emprunts (V)				
	Primes de remboursement des emprunts (VI)				
	Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
TOTAL ACTIF (I à VII)		2 382 257	620 575	1 761 682	1 838 505

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

(2) dont créances à plus d'un an

Mission de présentation

Bilan Passif

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	460 099	571 918
	Autres		
	Report à nouveau		
	Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs	125 934	
	Excédent ou déficit de l'exercice	(202 079)	125 934
	Total des fonds propres (situation nette)	383 954	697 852
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	586 508	371 739
	Provisions réglementées	355 000	355 000
	Total des autres fonds propres	941 508	726 739
	Total des fonds propres	1 325 462	1 424 592
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques	81 000	
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	81 000	
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières divers (2)		
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	139 325	203 487
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	215 894	210 426
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes (1)	355 219	413 913
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
	TOTAL PASSIF	1 761 682	1 838 505
(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		355 219	413 913
(2) Dont emprunts participatifs			

Mission de présentation

Compte de Résultat

1/2

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	186 110	167 110
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	10 000	10 000
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	2 020 930	1 946 880
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		7 462
	Utilisations des fonds dédiés		
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	41 462	31 180
Total des produits d'exploitation		2 258 502	2 162 632
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements		428
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	837 898	748 009
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	83 010	73 142
	Salaires	959 881	852 394
	Cotisations sociales	401 750	368 116
	Dotation aux amortissements et dépréciations	74 141	51 952
	Dotation aux provisions	81 000	
	Reports en fonds dédiés		
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	36 574	18 310
Total des charges d'exploitation		2 474 254	2 112 350
RESULTAT D'EXPLOITATION		(215 753)	50 282

Mission de présentation

Compte de Résultat

2/2

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
RESULTAT D'EXPLOITATION		(215 753)	50 282
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	17 413	31 514
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des produits financiers		17 413	31 514
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		17 413	31 514
RESULTAT COURANT avant impôts		(198 339)	81 796
	Produits exceptionnels		50 356
	Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL			50 356
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		3 740	6 218
TOTAL DES PRODUITS		2 275 915	2 244 502
TOTAL DES CHARGES		2 477 994	2 118 568
EXCEDENT ou DEFICIT		(202 079)	125 934
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément au règlement ANC n°2022-04 du 30 juin 2022 modifiant le règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, et au règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la réforme du plan comptable

Les comptes de l'association sont conformes au règlement ANC n° 2014-03.

L'association a pour objet social des soins dentaires apportés à des populations âgées ou en difficulté.

Forte d'un équipe d'une vingtaine de salariés en ETP, elle intervient au sein de l'hôpital du Vinatier de Lyon, en partenariat avec d'autres établissements de santé de la région Rhône Alpes et enfin au moyen de son unité mobile.

Le bilan de l'exercice présente un total de 1 761 682 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 2 275 915 euros et un total charges de 2 477 994 euros, dégageant ainsi un résultat de -202 079 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2025 et finit le 31/12/2025.
Il a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables à l'exception du changement de méthode indiqué ci-après.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les précisions suivantes sont apportées :

Provision réglementée

Ce poste correspond à un versement reçu de l'organisme financeur en 2008 destiné à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement à hauteur de 84 341 €, augmenté en 2018 à la demande de l'ARS d'une somme de 290 659 € et diminué en 2019 d'un excédent de 20 000 € repris par l'ARS soit au total 355 000 €.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Une créance a été constatée à hauteur de 147 000 €, relative à une subvention régionale de l'unité mobile n°2, reçue début 2026.

Règles et Méthodes Comptables

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Subventions d'exploitation

L'ARS a accordé une subvention de fonctionnement de 1 946 880 € au titre de l'année 2025.

Subventions d'investissements

Le poste de subventions d'investissement d'un total de 954 530 € correspond :

- à la subvention de 250 000 € octroyée par l'ARS en 2017,
- aux excédents 2018 à 2020 affectés par l'assemblée d'approbation des comptes du 06/06/2021 à la demande de l'ARS, à hauteur de 187 762 € et correspondant à des subventions d'investissement complémentaires,
- à l'excédent 2022 affecté par l'assemblée d'approbation des comptes du 01/06/2023 à concurrence de 194 950 €,
- à des subventions de la 2° unité mobile mise en service le 01/09/25, à hauteur de 210 000 €,
- à l'excédent 2023 affecté par l'assemblée d'approbation des comptes du 12/06/2025 à concurrence de 111 818 €,

Les subventions sont amorties au même rythme que les immobilisations financées acquises entre 2017 et 2025, le total des amortissements s'élevant à 368 023 €.

Conséquences de la réforme du plan comptable

La conséquence principale est la présentation dans les produits d'exploitation de la reprise au résultat de la quote-part de subvention d'investissements à hauteur de 74 050 € en 2025 alors que cette reprise était auparavant présentée dans les produits exceptionnels (50 356 € en 2024).

Litige prud'homal

Ce litige porte principalement sur la contestation des justes motifs de licenciement d'une salariée début 2025.

La montant des dommages et intérêts réclamés de 38 mois de salaires soit environ 256 K€ est considéré comme abusif. Le conseil d'administration a estimé le risque réel à 12 mois de salaires soit 81 K€, montant qui a été comptabilisé au poste "provision pour risques" du bilan au 31/12/25

Immobilisations

Règlement ANC 2022-06

Règlement ANC 2022-06		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	32 524					32 524
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	32 524					32 524
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	402 196		106 494		38 804	469 886
	Instal., agencement, aménagement divers	18 152					18 152
	Matériel de transport	253 389		213 000		1 768	464 620
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	56 062		46 069			102 131
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes	60 000		153 000	213 000		
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		789 800		518 563	213 000	40 572	1 054 790
FINANCIERES	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
TOTAL		822 323		518 563	213 000	40 572	1 087 314

Amortissements

Règlement ANC 2022-06

	Durée ou taux	Mode d'amts	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
				Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Fonds commercial					
	Autres immobilisations incorporelles		7 784	8 799		16 582
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		7 784	8 799		16 582
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre					
	sur sol d'autrui					
	instal. agencement aménagement					
	Instal technique, matériel outillage industriels		297 764	39 791	38 804	298 751
	Autres Instal., agencement, aménagement divers		2 806	1 871		4 677
	Matériel de transport		245 289	10 666	1 768	254 187
	Matériel de bureau, mobilier		33 364	13 014		46 378
	Emballages récupérables et divers					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		579 223	65 343	40 572	603 993
TOTAL			587 006	74 141	40 572	620 575

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

Règlement ANC 2022-06

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres	355 000			355 000
	PROVISIONS REGLEMENTEES	355 000			355 000
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges		81 000		81 000
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		81 000		81 000
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		355 000	81 000		436 000
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			81 000		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

1 an au plus

plus d'1 an

CREANCES				
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients	74 100	74 100		
Créances représentatives des titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés	1 116	1 116		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxes sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes versements assimilés				
Divers				
Groupe et associés				
Débiteurs divers	147 146	147 146		
Charges constatées d'avance	14 791	14 791		
TOTAL DES CREANCES	237 153	237 153		
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

31/12/2025

1 an au plus

1 à 5 ans

plus de 5 ans

DETTES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	139 325	139 325		
Personnel et comptes rattachés	80 297	80 297		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	122 563	122 563		
Impôts sur les bénéfices	3 740	3 740		
Taxes sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	9 294	9 294		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES	355 219	355 219		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Variation des Fonds Propres

Règlement ANC 2022-06

	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	571 918			111 818	460 099
Autres réserves					
Report à nouveau					
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		125 934			125 934
Excédent ou déficit de l'exercice dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	125 934	(125 934)		202 079	(202 079)
Situation nette	697 852			313 898	383 954
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	371 739		288 818	74 050	586 508
Provisions réglementées	355 000				355 000
TOTAL	1 424 592		288 818	387 948	1 325 462

En date du 12/06/2025, l'assemblée d'approbation des comptes :

- a réaffecté l'excédent 2023 initialement porté au compte "Autres réserves" à hauteur de 111 818,49 € au poste de subvention d'investissements, suite à une autorisation de l'organisme de tutelle l'ARS en date du 05/03/25,
- a affecté l'excédent 2024 de 125 934,38 € au poste de résultat sous contrôle du tiers financeur. Toutefois, la prochaine assemblée d'approbation des comptes pourra affecter ce montant au poste de subvention d'investissements, suite à une autorisation de l'ARS en date du 26/09/25.